

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

États financiers
Le 31 mars 2020



Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres de la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Notre opinion

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (l'« entité ») au 31 mars 2020, ainsi que de leurs résultats d'exploitation et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'entité, qui comprennent :

- le bilan au 31 mars 2020;
- l'état des fonds engagés pour l'exercice terminé à cette date;
- l'état des revenus et dépenses - subventions pour l'exercice terminé à cette date;
- l'état des revenus et dépenses - administration pour l'exercice terminé à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Cogswell Tower, 2000 Barrington Street, Suite 1101, Halifax (Nouvelle-Écosse), Canada B3J 3K1
Tél. : +1 902 491 7400, Téléc. : +1 902 422 1166*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser ses activités, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;



- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Halifax (Nouvelle-Écosse)
Le 30 juin 2020

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Bilan

Au 31 mars 2020

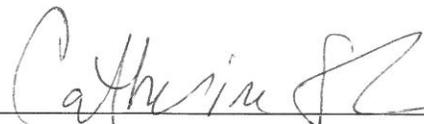
| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|--|-------------------|-------------------|
| Actif | | |
| Encaisse | 8 170 306 | 10 310 751 |
| Frais payés d'avance | 822 | 46 713 |
| Montants à recevoir | | |
| Gouvernement du Canada | 236 290 | 793 000 |
| Nouveau-Brunswick | 20 529 621 | 28 869 531 |
| Nouvelle-Écosse | 369 030 | 597 715 |
| Île-du-Prince-Édouard | 20 000 | 1 010 658 |
| Montant à recevoir du Conseil des Ministres de l'Éducation et la Formation de l'Atlantique | 1 | 7 541 |
| Autres comptes débiteurs (note 3) | 84 897 | 37 372 |
| | <u>29 410 967</u> | <u>41 673 281</u> |
| Passif | | |
| Comptes créditeurs et charges à payer (note 4) | 42 719 | 327 669 |
| Montants à payer au Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique | 6 001 | 15 059 |
| Sommes à verser aux établissements | | |
| Subventions de fonctionnement | 24 618 835 | 22 977 607 |
| Autres | 784 232 | 720 000 |
| Revenus différés | 535 155 | 396 379 |
| | <u>25 986 942</u> | <u>24 436 714</u> |
| Fonds engagés | | |
| Subventions de fonctionnement | 3 407 675 | 16 991 091 |
| Subventions de capital | 16 350 | 245 476 |
| | <u>3 424 025</u> | <u>17 236 567</u> |
| | <u>29 410 967</u> | <u>41 673 281</u> |

Engagements (note 5)

Approuvé par la Commission



Membre



Membre

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des fonds engagés

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

| | | | | | 2020 | 2019 |
|--|-----------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--------------|------------------|-------------------|
| | Nouveau- Brunswick \$ | Nouvelle- Écosse \$ | Île-du- Prince- Édouard \$ | Autres \$ | Total \$ | Total \$ |
| Subventions de fonctionnement | | | | | | |
| Solde au début de l'exercice | 13 908 869 | 271 645 | 2 808 036 | 2 541 | 16 991 091 | 17 367 961 |
| Excédent des dépenses sur les revenus de l'exercice | (13 509 471) | (211 740) | (579 108) | - | (14 300 319) | (266 870) |
| Transfert du Nouveau-Brunswick (note 9) | 736 903 | - | - | - | 736 903 | - |
| Virement à l'administration | - | - | (20 000) | - | (20 000) | (110 000) |
| Solde à la fin de l'exercice | 1 136 301 | 59 905 | 2 208 928 | 2 541 | 3 407 675 | 16 991 091 |
| Subventions de capital | | | | | | |
| Solde au début de l'exercice | 229 126 | - | 16 350 | - | 245 476 | 232 169 |
| Excédent des revenus sur les dépenses (dépenses sur les revenus) de l'exercice | (2 528) | - | - | - | (2 528) | 13 307 |
| Transfert au Nouveau-Brunswick (note 9) | (226 598) | - | - | - | (226 598) | - |
| Solde à la fin de l'exercice | - | - | 16 350 | - | 16 350 | 245 476 |
| Fonds engagés à la fin de l'exercice | 1 136 301 | 59 905 | 2 225 278 | 2,541 | 3 424 025 | 17 236 567 |

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des revenus et dépenses - administration

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|---|--------------------|---------------------|
| Revenus | | |
| Contributions | | |
| Nouveau-Brunswick | 499 993 | 504 752 |
| Nouvelle-Écosse | 627 755 | 633 731 |
| Île-du-Prince-Édouard | 100,736 | 101 695 |
| Virement des réserves de fonctionnement | | |
| Nouveau-Brunswick | 90 000 | 90 000 |
| Île-du-Prince-Édouard | 20 000 | 20 000 |
| Revenus des projets | 518 562 | 532 681 |
| | <hr/> 1 857 046 | <hr/> 1 882 859 |
| Dépenses | | |
| Salaires et charges sociales | 1 073 568 | 1 071 083 |
| Location des bureaux | 114 180 | 113 943 |
| Services professionnels | 291 156 | 210 077 |
| Autres services | 27 009 | 27 081 |
| Déplacement | | |
| Membres du conseil | 5 369 | 4 238 |
| Autres déplacements | 8 932 | 10 445 |
| Allocation quotidienne | 2 550 | 2 850 |
| Fournitures de bureau, livres et abonnements | 10 863 | 8 056 |
| Publications | 1 488 | 1 353 |
| Mobilier et matériel de bureau | 15 471 | 10 218 |
| Projets spéciaux, comités et autres (note 7) | 300 459 | 408 456 |
| | <hr/> 1 851 045 | <hr/> 1 867 800 |
| Excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice (note 8) | <hr/> 6 001 | <hr/> 15 059 |

Les notes afférentes font partie intégrante des présents états financiers

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|--|--------------|-------------|
| Activités de fonctionnement | | |
| Excédent des dépenses sur les revenus pour l'année – subventions | (13 792 542) | (253 563) |
| Virement à l'administration | (20 000) | (110 000) |
| | | |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation | | |
| (Augmentation) diminution des frais payés d'avance | 45 891 | 610 900 |
| Diminution (augmentation) des montants à recevoir | | |
| Gouvernement du Canada | 556 710 | 658 586 |
| Nouveau-Brunswick | 8 339 910 | 5 965 114 |
| Nouvelle-Écosse | 228 685 | (556 995) |
| Île-du-Prince-Édouard | 990 658 | (606 458) |
| Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique | 7 540 | (7 357) |
| Diminution des autres comptes débiteurs | (47 525) | 27 200 |
| Diminution des comptes créditeurs et charges à payer | (284 950) | 139 455 |
| Augmentation des montants à payer au Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique | (9 058) | 14 619 |
| Augmentation (diminution) des sommes à verser aux établissements | | |
| Subventions de fonctionnement | 1 641 228 | (4 268 313) |
| Subventions de capital | - | - |
| Autres | 64 232 | (31 586) |
| Augmentation des revenus différés | 138 776 | 146 929 |
| | | |
| Variation de la trésorerie au cours de l'exercice | (2 140 445) | 1 728 531 |
| | | |
| Encaisse – début de l'exercice | 10 310 751 | 8 582 220 |
| | | |
| Encaisse – fin de l'exercice | 8 170 306 | 10 310 751 |

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Notes annexes

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

1 Contenu de ces états financiers

Conformément aux lois sur la Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes (la «Commission») (Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard - article 18; Nouvelle-Écosse - article 19), les provinces ont le choix de verser les subventions directement aux établissements ou de passer par la Commission. Puisque la province de la Nouvelle-Écosse verse les subventions directement aux établissements de la Nouvelle-Écosse, ces états financiers ne comprennent que les subventions de fonctionnement et de capital versées aux établissements du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

2 Principales conventions comptables

Les états financiers sont présentés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif publiées par le Conseil canadien des normes comptables.

Estimation de la direction

Les états financiers sont présentés conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Ces principes obligent les gestionnaires à faire des estimations et des hypothèses qui peuvent influencer sur le montant de l'actif et du passif rapporté, sur les éléments de passif éventuel à la date de présentation des états financiers, ainsi que sur le montant des revenus et des dépenses pour la période faisant l'objet du rapport. Les résultats réels pourraient ainsi être différents de ceux fournis dans le rapport.

Immobilisations corporelles

La Commission passe en charges les immobilisations au cours de l'année d'acquisition. Si la Commission avait capitalisé et amorti ses immobilisations, son bilan aurait inclus les éléments suivants: matériel et fournitures de bureau, matériel et logiciels informatiques et améliorations locatives, dont la valeur comptable nette aurait été d'environ 68 676 \$ (74 875 \$ en 2019).

Régime de retraite

La Commission participe au Régime de retraite du Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique et des employeurs participants. On constate une charge de retraite lorsque l'on fait ou que l'on doit les contributions. Durant la période, la Commission a constaté une charge de retraite de 156 745 \$ (176 971 \$ en 2019).

Instruments financiers

La Commission s'expose à des risques de crédit normaux en ce qui concerne ses sommes à recevoir. Des provisions pour créances irrécouvrables potentielles sont maintenues et aucune perte de ce type n'a été constatée à ce jour. La direction soutient que la Commission ne s'expose à aucun risque de crédit important et qu'aucune provision pour créances douteuses n'a été consignée aux comptes.

3 Autres comptes débiteurs

Inclus dans les autres comptes débiteurs sont des remises gouvernementales à recevoir de 73 528 \$ (37 372 \$ en 2019).

4 Comptes créditeurs et charges à payer

Inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer sont des remises gouvernementales à payer de 23 \$ (68 \$ en 2019).

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Notes annexes

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

5 Engagements

Locaux de bureaux

Les loyers annuels minimums futurs aux termes d'un bail à long terme visant des locaux de bureaux s'établissent comme suit:

| | \$ |
|---------------------------------|---------|
| Exercices clos les 31 mars 2021 | 109 275 |
| 2022 | 109 673 |
| 2023 | 110 078 |
| 2024 | 110 490 |
| 2025 | 110 908 |
| 2026 | 27 800 |

6 Autres activités

Au cours de l'exercice, la Commission a déboursé des fonds au titre de ce qui suit :

| | 2020 | 2019 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Gouvernement du Canada – programme de contribution pour l'amélioration de l'accès aux services de santé pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire | 784 232 | 720 000 |
| Province de l'Île-du-Prince-Édouard – médecine | 800 000 | 800 000 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador – places dans les programmes de réhabilitation | 216 000 | 216 000 |
| | <u>1 800 232</u> | <u>1 736 000</u> |

7 Projets spéciaux, comités et autres

| | 2020 | 2019 |
|--|----------------|----------------|
| | \$ | \$ |
| Le projet d'intégration des données des collèges des Maritimes | 170 933 | 258 467 |
| Sondages des diplômés et diplômées | 120 077 | 127 651 |
| Conférence de la CESP/Atelier/Collaboration | - | 9 150 |
| Comités et autres | 9 449 | 13 188 |
| | <u>300 459</u> | <u>408 456</u> |

8 Revenus et dépenses – administration

L'excédent des revenus sur les dépenses de l'exercice est considéré comme faisant partie du Fonds consolidé et, par conséquent, a été inclus dans le montant à payer au Conseil des Premiers Ministres de l'Atlantique.

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Notes annexes

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

9 Fonds engagés

Le Nouveau-Brunswick a assumé la responsabilité de l'administration des fonds accordés aux établissements du Nouveau-Brunswick à compter du 1^{er} avril 2020. Le 31 mars 2020, le solde des fonds engagés pour le fonctionnement a été augmenté de 736 903 \$ pour le montant dû à la Commission par la Province. Le solde du fonds de capital, soit 226 598 \$, a été restitué à la province.

10 Gestion des risques

La haute direction de la Commission est chargée de fixer des niveaux de risque acceptables et de revoir les activités de gestion des risques, le cas échéant. La Commission, par le biais de ses actifs et passifs financiers, est exposé aux risques suivants du fait de son utilisation d'instruments financiers : risques liés au crédit et à la liquidité. La direction est chargée de fixer des niveaux de risque acceptables et de revoir les activités de gestion des risques le cas échéant.

Des réserves sont constituées pour les pertes de crédit potentielles. Au 31 mars 2020, la Commission n'avait pas constaté d'augmentation de son risque de recouvrement des comptes débiteurs. La direction estime que la Commission n'est pas exposé à un risque lié au crédit important et aucune réserve pour créances douteuses n'a été enregistrée pour les exercices qui ont pris fin le 31 mars 2020 et le 31 mars 2019.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a qualifié l'épidémie de COVID-19 de pandémie. L'état d'urgence a été déclaré dans tout le Canada avec, à des niveaux divers, des fermetures obligatoires d'entreprises et des restrictions d'exploitation, ce qui a entraîné un ralentissement économique général. La propagation persistante de la COVID-19 et les mesures prises par les gouvernements, les entreprises et les particuliers pour limiter cette pandémie, y compris les fermetures d'entreprise et la distanciation physique, ainsi que les effets des licenciements et autres pertes d'emploi qui en résultent sur la trésorerie disponible des gouvernements, des organisations et des particuliers, peuvent avoir une incidence négative sur les opérations et les activités des universités. Cette situation pourrait avoir des répercussions sur les fonds que reçoit la Commission des provinces. Si le financement des provinces est réduit, les dépenses de la Commission seront réduites en conséquence.

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions sans restrictions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Tableau A

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|--|-------------|-------------|
| Nouveau-Brunswick | | |
| Établissements | | |
| Collège de technologie forestière des Maritimes | 2 132 450 | 2 111 337 |
| Mount Allison University | 20 949 854 | 20 742 430 |
| St. Thomas University | 12 548 971 | 12 546 264 |
| Université de Moncton | 66 293 182 | 65 636 814 |
| University of New Brunswick | 115 356 724 | 114 214 578 |
| Programme d'Expansion – Médical, infirmier et autres | | |
| Mount Allison University | 215 600 | 215 600 |
| Université de Moncton | 5 387 220 | 10 414 471 |
| University of New Brunswick | 3 760 974 | 7 676 702 |
| | 226 644 975 | 233 558 196 |
| Virements interprovinciaux | | |
| University of Prince Edward Island – Collège vétérinaire de l'Atlantique | 5 351 758 | 5 286 939 |
| Université de Sherbrooke | 1 867 956 | 1 977 491 |
| Province de Terre-Neuve-et-Labrador | 2 530 000 | 2 730 000 |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 3 031 500 | 3 392 100 |
| Province de l'Ontario | 40 581 | 41 581 |
| Province de Québec | 9 553 827 | 8 966 045 |
| Dalhousie University | 8 667 365 | 7 438 639 |
| | 31 042 987 | 29 832 795 |
| Subvention en remplacement de l'impôt foncier municipal | 15 544 810 | 15 101 455 |
| Autres | 20 000 | 26 532 |
| | 273 252 772 | 278 518 978 |
| Nouvelle-Écosse | | |
| Virements interprovinciaux | | |
| Province de Québec | 366 830 | 501 628 |
| Programme de sondage sur les résultats des diplômés | 74 095 | - |
| Le projet d'intégration des données des collèges des Maritimes | 137 645 | 137 645 |
| | 578 570 | 639 273 |
| Île-du-Prince-Édouard | | |
| Établissements | | |
| Holland College | 19 001 000 | 18 628 400 |
| University of Prince Edward Island | 34 644 900 | 33 965 600 |
| | 53 645 900 | 52 594 000 |
| Virements interprovinciaux | | |
| Province de la Nouvelle-Écosse | 6 488 700 | 5 950 100 |
| Province de Québec | 201,859 | 199 575 |
| | 6 690 559 | 6 149 675 |
| Autres | - | 550 |
| | 60 336 459 | 58 744 225 |
| | 334 167 801 | 337 902 476 |

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions avec restrictions

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Tableau B

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|---|-------------------------|-------------------------|
| Nouveau-Brunswick | | |
| Collège de technologie forestière des Maritimes | 132 644 | 72 652 |
| Mount Allison University | 1 004 533 | 994 587 |
| St. Thomas University | 865 402 | 382 838 |
| Université de Moncton | 3 962 853 | 2 990 181 |
| University of New Brunswick | 9 596 828 | 4 540 266 |
| Projet commun – réseau informatique | 1 262 250 | 1 391 797 |
| | <hr/> 16 824 510 | <hr/> 10 372 321 |
| Île-du-Prince-Édouard | | |
| Holland College | 6 642 988 | 7 810 352 |
| University of Prince Edward Island | 6 206 325 | 8 177 968 |
| Projet commun – réseau informatique | 85 236 | 75 952 |
| | <hr/> 12 934 549 | <hr/> 16 064 272 |
| | <hr/> 29 759 059 | <hr/> 26 436 593 |

Commission de l'enseignement supérieur des Provinces maritimes

Tableau des dépenses relatives aux subventions de capital

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2020

Tableau C

| | 2020 \$ | 2019 \$ |
|-----------------------------|------------|------------|
| Nouveau-Brunswick | | |
| Mount Allison University | 196 015 | 196 015 |
| St. Thomas University | 135 279 | 119 612 |
| Université de Moncton | 616 677 | 615 677 |
| University of New Brunswick | 1 055 557 | 1 055 389 |
| | <hr/> | <hr/> |
| | 2 002 528 | 1 986 693 |